



CTA DU 31 MARS 2022

DÉCLARATION LIMINAIRE

Ce CTA se tient à quelques jours d'une élection présidentielle aux enjeux majeurs sur les plans social, économique et écologique. Malheureusement, ce quinquennat, à l'instar des précédents, a renforcé le sentiment de défiance vis-à-vis de la chose politique. Pourtant, dans un contexte national et international tendu et explosif (guerre en Ukraine, Covid, crise écologique et dérèglement climatique, etc...), Pour la FSU, il nous apparaît fondamental de continuer à peser en participant aux débats sur les choix politiques proposés. Les services publics sont pour nous une richesse à même de mettre en place des politiques volontaristes afin de lutter contre ces différents problèmes.

Depuis trop longtemps, les services publics sont sabordés par les politiques libérales. Le MENSJS semble d'ailleurs être à la pointe dans ce domaine.

Par exemple, le second degré va connaître une nouvelle vague de suppressions d'emplois : - 440 en septembre 2022. Et ces suppressions s'ajoutent à celles des années précédentes. Depuis 2017 ce sont 7900 emplois d'enseignants qui auront été supprimés, soit l'équivalent de 175 collèges fermés. Gageons qu'en l'état actuel de la situation, la pénurie de professeurs ne va pas s'arranger.

Comme depuis de trop nombreuses années, la prochaine rentrée se prépare dans des conditions inacceptables avec des conséquences déplorables sur le terrain en raison de DGH exsangues.

Mais le tableau est encore plus noir. Pendant cinq ans la politique du passage en force de notre ministre de la revalorisation fantôme a montré sa brutalité : réformes, contre-réformes, mépris des enseignants... Résultat : le lycée Blanquer apparaît enfin pour ce qu'il est. Une entreprise à faire des économies, aux antipodes du sacro-saint intérêt des élèves; une machine à reproduire les inégalités sociales. Notons que l'absence des mathématiques dans le tronc commun (qui visait seulement à cacher la pénurie de profs de maths) a déjà produit ses effets : les élèves et notamment les filles et les élèves de milieu défavorisé font de moins en moins de maths ! Beau bilan en effet. Et ce n'est pas en voulant bricoler l'ajout d'1h30 de mathématiques et/ou en bidouillant les programmes en catastrophe et sans moyens supplémentaires que la situation va s'arranger. Il faut se rendre à l'évidence : quand on se voit dans l'obligation de modifier régulièrement la réforme des lycées et celle du baccalauréat, c'est qu'elles ont été mal pensées et qu'il faut les remettre à plat. On ne pourra pas ne pas évoquer l'organisation des épreuves de spécialités qui restent des épreuves terminales en cours de formation et dont on ignore les conditions de correction

Autre projet funeste, celui d'une réforme d'ampleur des lycées professionnels qui n'a pour objectif réel que d'exclure de l'EN la grande majorité des jeunes en difficultés sociales et scolaires pour les transférer au ministère du travail.

L'Éducation, bien qu'étant une prétendue priorité, n'a pas la place qu'elle mérite dans la campagne électorale étrange que nous vivons. Nous ne reviendrons pas ici sur les idées rétrogrades qui animent les candidat(e)s de droite et d'extrême droite. Quant au président-candidat, il nous annonce « une grande concertation » pour discuter de la refonte du statut des enseignants. Mais dans l'esprit d'un dialogue social pipé, il n'y sera pas question de discuter des objectifs mais seulement de « la mise en œuvre » de cette nouvelle réforme.

Belle façon de se concerter ! Ce nouveau « pacte » qui vise principalement à casser le statut, a pris comme prétexte la volonté de punir les professeurs ultra-minoritaires qui ont soit disant disparu pendant le confinement. Comme c'est facile et pratique pour punir tout le monde !

Une fois peut-être que tout le système aura été atomisé par le biais des PLE, des CLA, des cités scolaires (dont on n'a même pas entendu parlé en CEN), et autres partenariats divers ou chartes signées, il sera plus difficile d'avoir une vision d'ensemble de l'ampleur du démantèlement du service public que nous ne cessons de dénoncer. Et c'est l'un des buts recherchés par nos autorités.

Concernant notre académie, et notamment la situation en EPS, nous constatons ces 2 dernières années des suppressions de postes anormalement élevées par rapport à la moyenne des autres disciplines en raison de choix parfois très discutables dans la répartition de la DHG de la part de certaines directions. En effet, alors que des suppressions de postes sont parfois annoncées sans motif réel, d'autres postes restent eux masqués. Paradoxalement notre académie a la chance d'accueillir cette année un nombre d'entrants 2 à 3 fois supérieur aux précédentes années, ce qui augure un mouvement intra très tendu...

Toujours en EPS, nous tenons à alerter le rectorat au sujet des conditions d'enseignement du savoir nager. Pour le SNEP FSU cette compétence est fondamentale au même titre que d'autres et n'a pas vocation à être rémunéré en HSE qui ne sont prévues que pour des actions ou des projets très ponctuels et en aucune façon pour des actions pédagogiques, régulières, hebdomadaires et inscrites à l'emploi du temps régulier des élèves selon le Décret du 20 août 2014. C'est pourquoi nous demandons qu'une clarification soit faite auprès des CE et que les cours de natation soient systématiquement dédoublés en heures postes ou HSA pour des raisons pédagogiques et de sécurité.

Cet exemple illustre bien la nécessité d'organiser des échanges préalables entre les organisations syndicales et les services, au travers de GT sur les compléments de service, les suppressions de postes en ce qui nous concerne aujourd'hui, cela permettrait, plus généralement, un fonctionnement plus serein, fluide, efficace et transparent des instances.

La FSU dénonce les faits qui se sont passés récemment au lycée Patu de Rosemont. Ces derniers sont d'autant plus graves que des personnels ainsi que des élèves ont été blessés durant les affrontements. Ces problèmes sont malheureusement récurrents et amènent fréquemment une violence extra scolaire dans les établissements et les transports. C'est pourquoi la FSU demande que les moyens d'encadrement nécessaires soient attribués de manière pérenne aux EPLE concernés. D'ailleurs, où en est la gestion du collège de milles roches, suite à la rencontre entre les personnels et l'administration rectorale avant les vacances provoquée par une grève largement majoritaire.

D'une manière générale, la FSU déplore la minoration des faits d'incivilité et de violence, résultat du « pas de vagues », qui génère un sentiment d'impunité dévastateur et met les autres élèves et les personnels dans des conditions de vie et professionnelles inacceptables. Il faut que les choses changent !

En cette veille d'échéances électorales importantes, la FSU appelle à aller voter massivement au 1er tour de l'élection présidentielle le 10 avril 2022. Nous avons besoin que les idées et revendications du monde du travail que nous représentons se fassent entendre dans les urnes. Il faut que les politiques néolibérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire appartiennent au passé !